



Ministère fédéral
des Affaires étrangères

Déclaration commune des ministres des affaires étrangères du Triangle de Weimar à la veille des élections présidentielles en Biélorussie (7 août 2020)

07.08.2020 - Communiqué de presse 

Nous, Ministres des Affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et de la Pologne, observons avec une vive inquiétude les développements en cours en Biélorussie. À la veille de l'élection présidentielle, nous défendons fermement le droit du peuple biélorusse à exercer ses libertés fondamentales, y compris ses droits électoraux, et soutenons l'indépendance et la souveraineté de la République de Biélorussie.

Nous sommes par conséquent préoccupés par le fait que ni le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE, ni l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, ni celle du Conseil de l'Europe n'aient eu l'occasion d'observer le processus électoral. Par conséquent, nous exhortons les autorités biélorusses à conduire l'élection présidentielle de manière libre et équitable, notamment en assurant une observation indépendante du scrutin par des observateurs locaux. Nous avons pris note des informations inquiétantes faisant état d'irrégularités électorales lors du vote anticipé.

La Biélorussie est un voisin important de l'Union européenne et un membre actif du Partenariat oriental. Nos relations au cours de la dernière décennie ont été marquées par un dialogue difficile mais prometteur et une coopération pratique. Nous croyons en l'établissement de liens plus étroits entre la Biélorussie et son peuple et l'Union européenne, fondés sur le respect des valeurs démocratiques communes, y compris les libertés civiles et le respect de l'État de droit.

Beaucoup a déjà été accompli grâce à nos efforts conjoints. Nous sommes préoccupés par le fait que nos réalisations communes ne soient pas remises en cause. Nous appelons les dirigeants biélorusses à libérer tous les prisonniers détenus pour des motifs politiques, à s'abstenir de toute violence ou de toute activité dirigée contre les droits de

l'Homme, y compris les libertés civiques et politiques, et à respecter la volonté du peuple biélorusse. Il n'y a pas d'autre voie pour renforcer l'indépendance de la Biélorussie que celle d'un dialogue social authentique et inclusif.